

26^{ème} CONSEIL GENERAL DE LA COMMUNE MIXTE DE HAUTE-SORNE

Procès-verbal de la séance du mardi 15 novembre 2016 à 19h30

À la Halle de gymnastique de Soulce

Président : M. Claude HUMAIR, Président.

Secrétaire : M. Gérard KRAFT, Secrétaire du Conseil général.

Présents : M. le Maire Jean-Bernard Vallat. Les membres du Conseil communal suivants : Mme Rose-Marie Allemann, M. Pascal Crétin, Mme Nicole Eggenschwiler, M. Abel Gelso, M. Guy Meier, M. Georges Migy et M. Gérard Ruch.
M. Michel Guerdat, Secrétaire communal.

Excusé : M. Etienne Dobler (grippé).

Convocation : La séance de ce jour a été convoquée par lettre et par publication dans le Journal Officiel n° 38 du 2 novembre 2016, ainsi que par affichage public.

M. le Président Claude Humair a le plaisir d'ouvrir la séance du Conseil général à la Halle de gymnastique à Soulce. Il souhaite une cordiale bienvenue aux membres du Conseil communal, ainsi qu'aux représentants de la presse et au public.

M. Humair communique que la présente assemblée a été convoquée par courriel, courrier et affichage public, ainsi que par le Journal Officiel.

Tout le monde a pu prendre connaissance de l'ordre du jour, M. le Président demande s'il y a une proposition pour une inversion ou une suppression de points à l'ordre du jour ?

M. Jean-Luc Portmann (PCSI+RC) demande à reporter le point 9 : Réponse à la question écrite n° 18 "Gestion des sociétés de la commune de Haute-Sorne", en raison de l'absence de l'auteur de la question écrite, M. Daniel Joray (PCSI+RC). Aucun membre du Conseil général ne s'oppose au report de ce point.

L'ordre du jour est accepté.

Le Président donne la parole au Secrétaire du Conseil général pour l'appel.

1. Appel.

Gérald Kraft, secrétaire du Conseil général, procède à l'appel nominal.

M. Olivier Boillat (PDC) est excusé et remplacé par M. Jean Viatte.

Mme Céline Grellier (PCSI+RC) est excusée et remplacée par M. Hubert Fleury.

M. Daniel Joray (PCSI+RC) est excusé et remplacé par Mme Geneviève Basset.

Mme Nicole Lachat (PCSI+RC) est excusée et remplacée par M. Gérald Membrez.

M. Vincent Seuret (PCSI+RC) est excusé et remplacé par M. Olivier Chèvre.

M. Damien Lachat (UDC+AB) est excusé et remplacé par M. Willy Habegger.

33 conseillers généraux sur 33 sont présents.

2. Procès-verbal du 27 septembre 2016.

M. le Maire Jean-Bernard Vallat apporte une précision concernant le point 10 qui traitait du crédit de Fr. 224'250,- pour le renouvellement du parc informatique de l'école secondaire de la Haute-Sorne. Le procès-verbal mentionne que les Conseils communaux de Boécourt, Saulcy et Haute-Sorne n'étaient pas avisés qu'il fallait passer par le législatif. M. le Maire précise que c'est faux, car dans le courant du mois de mai 2016, le Conseil communal avait déjà averti le comité du Syndicat de l'école secondaire de la Haute-Sorne que le crédit devait être présenté au Conseil général pour ratification.

Le procès-verbal du 27 septembre 2016 est accepté tel que présenté, avec remerciement à son auteur.

3. Communications.

Communications de M. le Maire Jean-Bernard Vallat :

- Le travail se poursuit concernant l'harmonisation des sociétés. Un courrier sera envoyé à chaque société, séparément, présentant l'état actuel et le futur état. Les sociétés pourront corriger leur nombre de membres. Les sociétés qui le souhaitent auront la possibilité de rencontrer le Conseil communal.
- Concernant les travaux à la gare CFF, la voie sera doublée, le passage à niveau vers le temple supprimé et des aménagements sont prévus au passage à niveau direction Courfaivre. Une séance d'information est organisée avec les riverains de la rue Dos chez Mérat et au sud de la voie lundi 28 novembre 2016 à 18h00 à l'administration communale.
- Des travaux de consolidation et d'étaiyage du Centre de culture et de sports à Courfaivre seront réalisés la semaine du 21 au 25 novembre. La halle sera fermée en journée. Le Conseil communal attend les rapports d'experts. De gros travaux pour un montant sans doute de plusieurs centaines de milliers de francs devront être réalisés. Le centre sera fermé l'année prochaine durant une période à définir.
- S'agissant de la conduite d'alimentation en eau de Sceut, les travaux avancent, 70 % de la conduite est réalisé et 40 % pour le réservoir. En avril 2017, Sceut sera raccordé avec l'eau de Saint-Brais.
- Notre commune est invitée à l'édition 2017 de la Danse sur la Doux à Delémont. Une groupe de travail est actuellement au travail et planche sur cette invitation. Les sociétés seront sollicitées.
- Des cartes-réponses seront envoyées aux propriétaires pour le relevé des compteurs d'eau. Les propriétaires peuvent aussi transmettre leur relevé via informatique. 400 propriétaires environ utilisent l'informatique pour ce travail.

M. le président Claude Humair communique qu'il a participé à la journée des aînés le samedi 15 octobre à Glovelier. Il remercie les organisateurs de cette journée, qui fut un succès.

Nous avons organisé la rencontre des bureaux des Conseils de Ville et Conseils généraux du Jura et Jura bernois le samedi 22 octobre. M. Claude Humair remercie les membres du bureau qui ont organisé et participé à cette journée.

4. Questions orales.

Mme Catherine Wolfer (groupe PS) se réfère à l'information parue dans le dernier numéro du journal Clin d'œil concernant l'éclairage LED dans notre commune. Le groupe socialiste se réjouit de voir que ce projet prend forme. Elle demande si le dossier a évolué depuis la parution de Clin d'œil ?

M. Pascal Crétin répond que le délai de rentrée des soumissions est le 16 novembre. 1500 luminaires sont à changer, ainsi que 600 au mercure, qui est interdit. Des subventions seront également demandées. Le Conseil communal souhaite réaliser l'installation de ces luminaires le plus rapidement possible. Des économies pourront être réalisées. Une demande de crédit sera présentée lors de la première séance du Conseil général 2017.

Mme Catherine Wolfer (PS) est satisfaite.

5. Crédit de Fr. 153'100,- pour le remplacement de la balayeuse de routes de la voirie (Message n° 79 du Conseil communal au Conseil général du 24 octobre 2015).

L'entrée en matière n'est pas combattue.

M. Georges Migy, conseiller communal, explique que la société des machines de voirie « SOMAVO » a été créée en 2005 par la microrégion Haute-Sorne, sous la forme d'une société simple. L'une des premières acquisitions a été une balayeuse en 2006, pour la somme de Fr. 151'000,-. A l'entrée en souveraineté de Haute-Sorne, la « SOMAVO » a été dissoute et la balayeuse reprise par la nouvelle commune fusionnée. A partir de 2014, des montants importants ont dû être investis en réparations de tous genres sur cette machine. Au début de cette année, des problèmes sur les équipements de sécurité sont apparus. Près de Fr. 12'000,- ont été investis, sans que le problème de sécurité ne puisse être résolu. De plus, des réparations qui représentaient plusieurs milliers de francs pour un problème de puissance de la pompe hydraulique n'ont pas été réalisées et une réflexion a été menée du remplacement de la balayeuse. De plus, depuis quelques temps, la direction des roues arrière se mettaient à fonctionner inopinément, même au-delà de la limite pour ce mode, censé être neutralisé à 20 km/h.

C'est le modèle de la marque MFH qui présentait des caractéristiques tout à fait attrayantes, notamment au niveau de la force d'aspiration, du bras frontal renforcé et du système de suspensions, qui a été retenu. En juin de cette année, la maison Aebi & Co AG, via le garage Gisiger SA à Glovelier, a fait une offre pour le modèle MFH CS 250, une machine neuve qui répondait aux critères définis par nos services techniques. Outre la reprise de l'ancienne machine, la mise à disposition d'une machine de démonstration, en attente de la livraison d'une nouvelle, était offerte. Le coût d'acquisition de la machine se monte à Fr. 172'133,-, un rabais spécial de 13 % a été consenti et notre ancienne balayeuse a été reprise pour un montant de Fr. 8'000,-. Le prix total TTC se monte à Fr. 153'100,-.

Le Conseil général est appelé à donner compétence au Conseil communal pour gérer l'acquisition et le financement de l'objet. Dans la mesure du possible, le projet sera financé par les recettes courantes.

M. Georges Migy indique que le Conseil communal, le dicastère des travaux publics et le dicastère des finances et impôts préavisent favorablement cet objet et recommandent au Conseil général d'accepter ce crédit de Fr. 153'100,-.

La discussion est ouverte.

La parole n'est pas demandée.

Passé au vote, le crédit de Fr. 153'100,- pour le remplacement de la balayeuse de routes de la voirie est accepté par 31 voix.

6. Crédit de Fr. 121'600. TTC pour l'achat des compteurs d'eau en vue de leur installation à Soulce et Undervelier (Message n° 80 du Conseil communal au Conseil général du 24 octobre 2016).
--

L'entrée en matière n'est pas combattue.

M. Pascal Crétin explique que conformément à la nouvelle loi cantonale sur la gestion des eaux, entrée en vigueur le 1^{er} février 2016 et par soucis d'égalité de traitement entre ses concitoyens, les Autorités communales se conforment à la loi cantonale dont l'application rend obligatoire la pose de compteurs d'eau dans les villages de Soulce et Undervelier. Il est également à signaler que le règlement sur les eaux n'est pas encore prêt, il s'agit d'un règlement-type du canton. Cependant, il appartient à l'Autorité communale de se mettre en règle. Les travaux sont réalisés par une entreprise au libre choix du propriétaire, mais agréée en installations sanitaires. Ils seront à la charge du propriétaire du bâtiment. Le compteur, de marque AquaMetro, est fourni par le service des eaux de la Commune de Haute-Sorne directement à l'installateur sanitaire. Une location annuelle est perçue lors de la facturation d'eau selon le règlement communal. Le modèle à baïonnette a été retenu, entendu que son entretoise accuse une longueur de 105 mm et non pas 162 mm, comme mentionné sur le message n° 80. Ce modèle répond aux exigences pour une intégration dans une installation déjà existante.

Le Conseil communal, le dicastère des finances et impôts, ainsi que la commission des eaux préavisent favorablement cet objet et recommandent au Conseil général d'accepter le crédit de Fr. 121'600,-.

La discussion est ouverte.

M. Frédéric Juillerat (UDC+AB) n'est pas favorable. Il précise que la promesse avait été faite par le comité de fusion qu'il n'y aurait pas de compteurs d'eau à Soulce et Undervelier. Il s'oppose également à ce que seule la commune soit habilitée à poser ces compteurs, les employés ne sont-ils pas déjà surchargés se demande-t-il ?

M. Pascal Crétin ne va pas remettre en question le travail du comité de fusion. Il répète que ce n'est pas le Conseil communal qui impose l'installation de compteurs d'eau, mais la loi cantonale sur la gestion des eaux.

Le Conseil général est appelé à donner compétence au Conseil communal pour gérer l'acquisition et le financement de l'objet. Dans la mesure du possible, le projet sera financé par les recettes courantes du service de l'eau de consommation.

Passé au vote, le crédit de Fr. 121'600,- pour l'achat des compteurs d'eau en vue de leur installation à Soulce et Undervelier est accepté par 27 voix contre 3 voix contraire.

<p>7. Crédit de Fr. 145'000,- TTC pour les honoraires d'étude pour objet de l'ouvrage, appel d'offres et réalisation de la protection contre les crues du secteur Ruedin (Sorne et Biernol) (Message n° 81 du Conseil communal au Conseil général du 24 octobre 2016).</p>

L'entrée en matière n'est pas combattue.

M. Abel Gelso communique que les deux objets (points 7 et 8) font partie des cinq projets dont le but est de protéger les personnes et les biens contre les crues. Le périmètre d'étude comprend la rivière de la Sorne depuis sa confluence avec le rejet de l'usine hydroélectrique jusqu'à l'aval du pont de la rue des Mérovingiens, mais également le ruisseau du Biernol depuis l'amont de la zone bâtie jusqu'à sa confluence avec la Sorne. Des dangers moyens de crues sont identifiés sur des maisons privées, ainsi que sur les bâtiments de la manufacture Ruedin et des dangers plus faibles englobent une zone plus vaste. L'étude préliminaire a été réalisée courant 2015 et l'Office de l'environnement a préavisé favorablement cette étude dans son examen préalable du 22 décembre 2015. Le crédit porte sur les honoraires d'ingénieurs concernant les phases de projet de l'ouvrage, d'appels d'offres et de réalisation des travaux. Une première estimation des coûts des travaux a été effectuée. Le coût total attendu est de l'ordre de Fr. 940'000,-. La phase projet de l'ouvrage permettra de préciser les montants, ainsi que les participations et subventions. Le subventionnement fédéral se montera à maximum 75 % et le subventionnement cantonal à maximum 10 à 20 %).

La discussion est ouverte.

M. Patrick Ballaman (PS) déclare que les points 7 et 8 ont interpellé le groupe socialiste et amènent les considérations suivantes :

La première considération est une question de fond :

- Les exigences fédérales de la protection des crues ne sont-elles pas exagérées ?
- Qui nous dit que les critères pris en compte aujourd'hui seront encore valables demain ?
- Ce qui est clair aujourd'hui, c'est que nous constatons que de telles dispositions engendrent des études d'envergure et les travaux de réalisation qui en découlent également.
- Bien que le financement bénéficie de subventions fédérales et cantonales, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit en fin de compte de deniers publics. Les nôtres.

Le groupe PS pense que nous avons des soucis de riches quand nous investissons autant d'argent pour des mesures surdimensionnées.

Deuxième considération :

La protection des crues amène régulièrement des crédits. D'abord le crédit d'étude et ensuite le crédit relatif aux travaux. D'abord sur une telle rivière, tantôt pour telle autre. Résultat : ces investissements sont « saucissonnés » et il paraîtrait plus judicieux au PS d'avoir une vue d'ensemble tenant compte des études à réaliser et répondant aux questions suivantes :

- Quelle est l'étude globale à mener pour la protection des crues de l'ensemble des cours d'eau de Haute-Sorne ?
- Quel est le coût pour cette étude dans son ensemble ?
- Quels sont les travaux qui en découlent et surtout le coût de ceux-ci ?

Troisième considération :

Le financement semble se faire en grande partie par les subventions.

- Le pourcentage de subventions est-il garanti pour l'ensemble des crédits ?
- Ou ces subventions sont-elles susceptibles d'être revues pour d'autres objets ?

Dernière considération :

Les travaux à réaliser paraissent d'une importance toute relative en regard aux honoraires qu'ils induisent. Au point 8, par exemple, les travaux en tant que tels représentent le 62 % de l'objet alors que 38 % sont destinés aux honoraires.

En conclusion, M. Ballaman remarque que bien que nous ayons la pleine conscience de la nécessité d'assurer la protection des citoyens, nous avons le sentiment que les mesures proposées pour régler ce problème spécifique des crues sont poussées à l'extrême. Le PS se rend également compte de la complexité du problème. Par conséquent, le groupe PS a opté pour la liberté de vote.

M. Thierry Choffat, bureau SD Ingénierie Jura SA, indique qu'au niveau de la Confédération, les cartes de dangers ont été adoptées il y a quelques années. L'ECA et les services cantonaux ne peuvent pas fermer les yeux et réaliser des permis de construire dans les zones à risques. La loi impose de prendre des mesures. S'appuyant sur la carte des dangers, le calcul de risque nous montre que chaque franc investi dans la protection permet d'en économiser deux en cas d'inondation. Pour protéger les biens et les personnes, des mesures sont indispensables.

M. Abel Gelso signale que les coûts pour les cinq projets prévus concernant les mesures de protection contre les crues sont estimés entre 6 et 7 millions de francs, répartis sur ces prochaines années.

Passé au vote, le crédit de Fr. 145'000,- pour les honoraires d'étude du projet de l'ouvrage de la protection contre les crues du secteur Ruedin (Sorne et Biernol) est accepté par 21 voix, sans avis contraire.

8. Crédit de Fr. 231'600,- pour les travaux de réalisation de protection contre les crues de la Combe du Bez (Message n° 82 du Conseil communal au Conseil général du 24 octobre 2016).

L'entrée en matière n'est pas combattue.

M. Abel Gelso explique en premier lieu que deux importantes inondations se sont produites dans le secteur en 1929 et en 2007, ce qui démontre que le danger est bien réel. Le projet d'ouvrage comprend les mesures suivantes :

- Un piège à gravier supplémentaire, par rehaussement du seuil n° 2 ;
- Une grille à l'entrée du « Métro » ;
- L'optimisation du lit du ruisseau à l'entrée du « Métro ».

Sur la carte des dangers crues, la partie aval de la Combe du Bez à Glovelier se trouve dans une zone de danger élevé. Il en résulte un déficit de protection. Il est par conséquent impossible d'obtenir un permis de construire pour les parcelles affectées ou d'effectuer des transformations aux bâtiments existants, parce qu'il existe une mise en danger non négligeable pour les personnes et les biens. Avec le projet Glovelier – Combe du Bez, la protection contre les crues des maisons en aval de la Combe peut être améliorée.

Selon le programme des travaux, l'investissement se monte à Fr. 291'600,-, le crédit d'étude de Fr. 60'000,-, accepté le 7 septembre 2015 par le Conseil général est à déduire. La demande de crédit porte donc sur un montant de Fr. 231'600,-. Les subventions fédérales et cantonales ne sont pas connues, mais pourraient s'élever à 80 %.

La discussion est ouverte.

Mme Catherine Wolfer (groupe PS) indique que le groupe PS se pose des questions quant au bien-fondé des prises de décisions qui nous amènent à nous prononcer sur des crédits d'études et de travaux de protection contre les crues. Elle indique que lorsqu'elle faisait partie de la commission environnement de la commune de Glovelier, rapidement la Combe du Bez s'est avérée être le principal vecteur de dangers par rapport aux crues. Un rapport avait été établi par un bureau d'études et des décisions avaient été prises afin de minimiser les risques et de protéger les zones menacées. Les deux axes de travail étaient les suivants : élimination régulière des embâcles (c'est-à-dire des

troncs, branchages, etc, qui obstruaient le lit du ruisseau et le curage des pièges à gravier. Ces travaux avaient été réalisés par étapes en 2011 et 2012. En 2012, une carte des dangers naturels menaçant la Commune avait aussi été publiée. Mme Wolfer ajoute qu'une nouvelle carte des dangers a été établie en 2013, à l'entrée en fonction de la Commune de Haute-Sorne. Nous voici donc aujourd'hui devant un dossier qui devrait nous paraître neuf. Elle demande ce qu'il en est de tout le travail effectué il n'y a même pas 5 ans ? Est-ce caduc ? Mme Wolfer a bien noté que la nouveauté de l'étude menée en 2016 réside dans le fait qu'on nous propose de rehausser le seuil d'un piège à gravier (ce qui nécessite l'aménagement d'un nouveau chemin) et d'installer une nouvelle grille à l'entrée du "Métro". Ces travaux sont coûteux même s'ils sont subventionnés, mais ce n'est pas une histoire d'argent pour Mme Catherine Wolfer. Malgré ces aménagements, les suites à donner seront les mêmes que celles prévues en 2011/2012, l'entretien régulier du lit du ruisseau. Il s'agira d'assurer le dégrillage à l'entrée du Métro et de vider les pièges à gravier au besoin. Ces considérations amènent à poser deux questions de la part de Mme Wolfer :

N'est ce pas exactement le même travail qui incombe déjà à la commune aujourd'hui, le débarrassage des embâcles en moins ?

Dans quelle mesure est-ce plus efficace de surélever le seuil d'un seul bassin afin de retenir les eaux d'une crue soudaine ?

Pour terminer, Mme Wolfer fait part d'une grosse interrogation :

En tant qu'autorité décisionnelle, que devons-nous faire pour bien faire ? Personnellement, elle serait satisfaite si cet objet est refusé, parce-que cela s'accorderait avec son idée qu'il est possible d'assurer la protection de la population en mettant en œuvre des moyens plus raisonnables. En même temps, un tel refus continuerait à prêter les propriétaires des deux maisons qui se trouvent dans la zone rouge. Leur bien a perdu de la valeur et aucun permis de construire ne leur serait délivré s'ils souhaitaient apporter des aménagements à leur bâtiment. Alors que faire ?

M. Pierre-Xavier Meury, géologue, précise que la loi fédérale demande de faire des cartes de dangers de différentes couleurs. Différentes analyses de risques sont réalisées. La Confédération subventionne des projets, cependant la procédure imposée par la Confédération est longue.

M. Meury ajoute qu'en 2007, suite à une crue importante à la Combe du Bez, une étude avait été faite avec le Service des forêts. Les pièges à gravier avaient été curés et dans le coût il était question d'un bassin pour batraciens, qui est toujours en fonction. Un cours d'eau c'est comme une forêt, il faut l'entretenir et l'entretien incombe aux communes. M. Meury précise encore que l'aménagement d'un piège à gravier, d'une grille et d'une optimisation du lit permet de déclasser une zone rouge – danger élevé – en zone jaune – danger faible.

M. Jean-Luc Portmann demande une information concernant les pièges à gravier et il signale la présence d'une immense pile de bois, tout le long de la Combe du Be.

M. Meury indique que les pièges à gravier sont là pour casser les crues, ce sont plutôt des murets.

Des forestiers ont installé des piles de bois, ce qui fait barrage et l'eau va s'accumuler. Une intervention a été faite au Service de l'Environnement. Ce bois sera enlevé.

Passé au vote, le crédit de Fr. 231'600,- pour les travaux de réalisation de protection contre les crues de la Combe du Bez à Glovelier est accepté par 21 voix, sans avis contraire.

9. Réponse à la question écrite n° 18 "Gestion des sociétés de la commune de Haute-Sorne".

Ce point est reporté à la prochaine séance du conseil général.

10. Réponse à la motion n° 6 "Changer une directive en règlement".

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Le président Claude Humair précise que la motion n° 6 intitulée "Changer une directive en règlement" a été acceptée par le Conseil général le 17 novembre 2015.

M. le Maire Jean-Bernard Vallat indique que la motion a été acceptée il y a 12 mois, nous sommes donc dans les temps pour y répondre. Il explique que dans les réflexions du Conseil communal, les différentes fêtes de village seraient réglées avec l'harmonisation des sociétés locales. Pour M. le Maire, il est difficile de faire un règlement uniquement pour les fêtes de village. Dans sa réflexion, le Conseil communal a pensé intégrer toutes les manifestations. Le Conseil communal a établi un règlement interne qui va être soumis au service juridique et au Délégué aux affaires communales. Ce règlement interne sera soumis au Conseil général. Un règlement interne est moins contraignant et traitera le soutien financier et la logistique. Ce règlement englobera les fêtes de village et aussi toutes les manifestations dans l'espace public de la Commune de Haute-Sorne.

La discussion est ouverte.

M. Michel Saner (PDC) souligne que la motion a été signée par plusieurs conseillers généraux. L'article 30 du règlement du Conseil général stipule que la motion oblige le Conseil communal à déposer un projet d'arrêté ou de règlement. M. Saner demande au Conseil communal de présenter un règlement, comme les autres et pas pour faire des arrangements.

Le président prend note, conformément à la motion n° 6, nous attendons ce règlement et le Conseil général se prononcera.

Le délai de 12 mois pour réaliser la motion (cf article 32, alinéa 11 du règlement du Conseil général) est prolongé et cet objet sera traité au plus vite.

11. Nomination de quatre membres du Conseil général pour faire partie du groupe de travail "Préparons ensemble l'avenir de notre Commune", suite à la motion n° 7.

La motion n° 7 intitulée "Préparons ensemble l'avenir de notre commune" a été acceptée par le Conseil général le 15 décembre 2015. La motion demande la création d'un organe ponctuel pour mener une réflexion. Suite à une discussion du bureau du Conseil général, il a été proposé que chaque groupe politique propose un-e représentant-e. Le Conseil communal a désigné ses deux représentants.

Le groupe PCSI+RC propose M. Jean-Luc Portmann.

Le groupe PDC propose M. Patrice Baume

Le groupe UDC+AB propose M. Damien Lachat

Le groupe PS propose Mme Yvonne Lucchina.

Passées au vote, ces propositions sont acceptées par 31 voix, sans avis contraire.

M. Jean-Luc Portmann relève que l'on a prit pas mal de retard. Il demande au Conseil communal de prendre ses dispositions pour réunir rapidement cette commission. M. le Maire répond qu'il va demander au secrétaire de Conseil général de proposer des dates pour une première séance via un doodle.

12. Nomination d'un membre à la commission des travaux publics.
--

Le groupe UDC+AB propose M. Philippe Joliat de Courfaivre.

Passé au vote, M. Philippe Joliat est nommé à l'unanimité membre de la commission des travaux publics.

M. Claude Humair donne connaissance du dépôt d'une question écrite de Mme Monika Bregger Meier (PCSI+RC) intitulée "A propos de la classe à degrés multiples de Soulce-Undervelier".

M. Claude Humair donne connaissance d'une motion de M. Yoann Schaffter (UDC+AB) intitulée "Alimentation en eau du bétail".

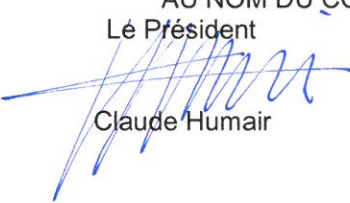

La question écrite et la motion seront jointes au présent procès-verbal et pourront être consultées sur le site internet www.haute-sorne.ch.

Constatant que l'ordre du jour de la séance a été passé en revue, M. Claude Humair remercie les membres du Conseil général et du Conseil communal pour leur participation et leur engagement. Il souhaite à toutes et tous une belle fin de soirée.

M. le Président communique que la prochaine séance du Conseil général aura lieu le mardi 13 décembre 2016 à 18h30 à la Halle de gymnastique à Bassecourt.

M. Claude Humair lève la séance à 20h50.

Bassecourt, le 15 novembre 2016

AU NOM DU CONSEIL GENERAL	
Le Président	Le Secrétaire
	
Claude Humair	Gérald Kraft

**Groupe UDC + AB
HAUTE – SORNE**

Motion n° 10

ALIMENTATION EN EAU DU BETAIL

Les communes doivent actuellement mettre en œuvre la nouvelle loi cantonale sur la gestion des eaux.
Il est notamment question des taxes d'alimentation et d'assainissement.

Dans la loi, l'eau alimentée au bétail est exempté de taxe d'assainissement, car les effluents sont gérés par les agriculteurs eux-mêmes.

En revanche, la loi prévoit seulement la possibilité de percevoir une taxe différenciée pour l'eau servant à l'alimentation du bétail.

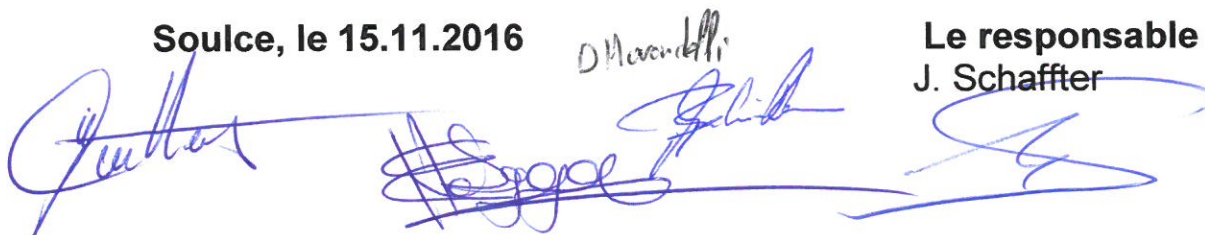
La fixation d'une taxe de consommation préférentielle ou d'un rabais de quantités se justifie pour plusieurs raisons. Pour ses besoins vitaux, le bétail consomme d'importantes quantités d'eau. Par ailleurs, le fait que les investissements liés à l'alimentation en eau des fermes soient soutenus par des subventions fédérales et cantonales d'améliorations foncières permet dans bien des cas de réduire les coûts d'équipement des réseaux d'eau et justifie ainsi un traitement différencié, préférentiel, des volumes d'eau consommés par les exploitations agricoles.

Dès lors nous prions le Conseil Communal de modifier le ou les règlements d'alimentation des eaux afin de permettre une taxe différenciée pour le bétail.

Soulce, le 15.11.2016

D. Macorinelli

**Le responsable
J. Schaffter**



A propos de la classe à degrés multiples de Soulce-Undervelier

Monsieur le maire, Mesdames et Messieurs les conseillers,

Comme vous le savez, l'école d'Undervelier a été fermée définitivement en juin 2015. La proposition de créer une école à degrés multiples entre les deux villages de Undervelier et Soulce a été rejetée.

A Soulce, une classe à 3 degrés (de 1P à 3P) a été préservée, dont l'effectif cette année est de 10 élèves. Cette exception a été accordée pour 2 ans, jusqu'à la fin de cette année scolaire 2016 - 2017. Concernant l'avenir de cette classe, aucune information n'a été donnée jusqu'à présent.

Les parents des élèves concernés d'Undervelier et de Soulce espèrent toujours le maintien de leur école pour la rentrée 2017 - 2018. L'effectif 1P - 3P à la reprise 2017 - 2018 sera de 4 ou 5 élèves. Pour atteindre un effectif plus fonctionnel, il conviendrait d'envisager de regrouper les effectifs de 1P à 4 P. Dans cette hypothèse, l'effectif minimal de 12 élèves serait atteint. Les parents concernés demandent donc une classe de 1P à 4 P avec un effectif de 12 ou 13 élèves. Cette organisation pourrait constituer un projet pilote en vue de l'application future de la motion n° 1132.

En effet, le 24 février 2016, le parlement jurassien a adopté cette motion qui envisage, au lieu de fermer une classe et de déplacer des élèves, l'alternative possible de classes à multi-degrés dans le canton du Jura.

Les parlementaires ont compris l'importance que signifie une école pour un village. Ils ont également compris qu'une école à degrés multiples n'est pas seulement une solution basée sur des préoccupations démographiques, mais également un modèle pédagogique qui encourage l'autonomie, l'esprit de collaboration et la soif d'apprendre. Un modèle d'ailleurs qui fait « école » dans beaucoup d'autres villes et villages de Suisse, à l'image de Moutier et les alentours.

Aussi la *Conception directrice* du développement territorial pour 2030 du Canton du Jura, récemment distribuée à tous les conseillers généraux, prévoit en page 27 de renforcer la vie sociale et économique des villages pour maintenir la population, et d'entretenir les écoles dans les villages, ce qui montre l'intérêt général qui est porté à ce sujet.

Sachant aussi que selon la loi scolaire, article 49⁴, une école ne peut être supprimée qu'avec le consentement de la commune, il est logique de considérer que l'accord de la commune est primordial pour le maintien d'une école.

Ma question est donc la suivante:

Le Conseil Communal de Haute-Sorne accepte-t-il de soutenir le maintien de classes à degrés multiples dans le village de Soulce ?

Je remercie le conseil communal de sa prochaine réponse.

